



Pour des territoires vivants... FAUT QUE ÇA DEMENAGE !

Crise du lien : sortir des lieux ?

Avec Yannick SENCEBE, sociologue, et Jean-Jacques LAPLANTE, médecin, directeur de la santé, MSA Franche-Comté

Pour agir sur une plus grande équité et une plus grande cohésion sociale, la politique territoriale ne semble pas efficiente ou du moins pas suffisante.. Symptôme aigu de cette déficience, la fameuse crise du lien. Au cours des débats qui ont eu lieu le matin même¹, l'économiste Philippe Lacombe a d'ailleurs insisté sur le manque de relations que l'on observe un peu partout dans notre société. Crise du lien donc, qui peut aller jusqu'à une rupture - on pense en particulier au suicide des agriculteurs. Pour renouer les liens, suffit-il vraiment de changer de lieux ? Le dialogue entre la sociologue Yannick Sencébé et le médecin Jean-Jacques Laplante a permis, lors de ces 20èmes Controverses Européennes de Marciac, de débusquer les erreurs dues aux simplifications ou aux biais de perception, pour mieux explorer les formes que prend la crise du lien social dans les territoires ruraux, comme ailleurs. Et indiquer les pistes, parfois toute simples, que l'on peut mettre en place localement pour contrer isolement, errance et mal-être.

Un document réalisé par la Mission Agrobiosciences/ENFA et publié en décembre 2014
www.agrobiosciences.org

¹ Lire notamment, sur le site www.agrobiosciences.org, les interventions de la matinée : « Repenser le rural, en finir avec le développement local » par Daniel Béhar, ou encore « L'égalité des territoires n'est-elle qu'un mythe ? » avec Nubis Pulido.

Mission Agrobiosciences : On ne cesse d'entendre que nous sommes confrontés à une crise du lien social... Si vous êtes d'accord avec cette affirmation, comment cette crise est-elle née et comment la qualifiez-vous ? Est-elle universelle ou inhérente à certains lieux, la ville, la banlieue ou le rural isolé ? Et y-a-t-il des lieux stigmatisants ?

Yannick Sencébé : Il faut se méfier. Quand on parle de crise du lien social à un sociologue, il vous répond « oui, il y a crise ». C'est un peu notre métier... Je vais donc commencer par relativiser. D'une part, les campagnes n'ont jamais été le lieu de toutes les solidarités, le lieu d'absence de conflits (personne ne regrettera les systèmes patriarcaux, par exemple) ou un lieu sans domination. Je pense que ce qui change, aujourd'hui, c'est que le milieu rural est davantage marqué par des phénomènes plus globaux.

Avant, dans les espaces ruraux, la sociabilité, le vivre ensemble, étaient fondés sur le système de l'inter-connaissance qui avait pour effet un contrôle social et l'adhésion à des normes très forts. Dans ce système, chacun connaît tout le monde, son rôle social, son histoire. Cela peut générer de la solidarité mais aussi du contrôle social. En face, se trouve l'anonymat protecteur des villes. Et puis, l'ancrage des populations était assez fort. Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas de mobilité dans les campagnes, il y en a toujours eu, mais elles étaient saisonnières, collectives. Pour pouvoir rester ici, il fallait effectivement partir en ville, l'hiver.

Aujourd'hui, on a une individualisation des rapports à l'espace. Ce matin, a été évoquée l'idée d'archipels de lieux (cf l'intervention de D.Béhar). Chacun a des micro-territoires, des micro-espaces de vie qui ne s'articulent pas forcément globalement. C'est un enjeu.

Et puis, il y a aussi un changement de rapport au lieu, du fait de la mobilité désormais mise en avant à la fois comme mode de vie et comme moyen de classement social. Ce n'est pas tant le

degré de mobilité des personnes que la maîtrise de la mobilité qui est importante. Reste que l'ancrage peut être un choix très valorisant et valorisé et, à l'inverse, la mobilité peut être le signe d'une grande fragilité quand elle est une forme d'errance.

Vous dites que cette injonction à la mobilité peut conduire à une errance...

C'est là qu'il faut replacer la problématique dans un changement plus global, celui de l'avènement du nouvel esprit du capitalisme ou de la société par projets. Une façon de mettre en mouvement les gens, de mettre les personnes à disposition dans une flexibilité qui, finalement, est une forme de précarisation des situations. D'après ce nouveau modèle, les gens doivent s'arracher de toutes les attaches : l'idée de carrière au sein d'une entreprise, l'idée d'enracinement dans un lieu, l'idée de loyauté finalement sont disqualifiées.

Le milieu rural fonctionnait donc sur cette inter-connaissance, sur cet ancrage relativement long et sur cette loyauté – voyez par exemple le modèle de la troisième Italie² : des micro-entreprises et des micro-entrepreneurs qui se connaissaient pouvaient compter les uns sur les autres, créant de la souplesse et de la réactivité.

De nos jours, les nouveaux modes de management et les nouvelles conditions sociales ont des effets sur la ville bien entendu, mais aussi sur le milieu rural. Ce, d'autant plus fortement, que ce dernier reste campé sur des représentations associées à cette idée d'enracinement, de

² Selon Henri Mendras, « un prototype de capitalisme réticulaire où le réseau de PME liées à des institutions régionales (banques, recherche, formation) et à des réseaux commerciaux internationaux se révélait plus performant que la grande entreprise. » <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/7-80.pdf>

Localisée principalement en Emilie-Romagne, en Toscane, dans les Marches et en Vénétie, « cette Troisième Italie est très différente de l'Italie du Nord-Ouest de l'industrie fordiste, et de l'Italie du Sud, où le processus d'industrialisation est resté assez limité. » Nouvelles migrations et districts productifs en Italie, Camille Schmoll, <http://mediterranee.revues.org/429> (2006)

solidarité, d'inter-connaissance. Les représentations sociales, ce n'est pas un supplément d'âme. Cela a des effets très performatifs, très concrets sur les comportements des uns et des autres. Du coup, aujourd'hui en milieu rural (pour parler très globalement, car il y a des campagnes, des espaces ruraux...), le décalage entre les représentations d'un milieu solidaire et les conditions concrètes de vie (marquées par une insécurité sociale croissante) génère de l'exclusion, de l'incompréhension, des conflits, qui sont autant de formes que prend la crise du lien social.

Les effets délétères d'une décentralisation compétitive...

Et puis, je dirai qu'il y a, avant tout, une base sociale. Les lieux qui ne vont pas bien sont ceux qui concentrent un grand nombre de populations ayant des difficultés. Ceci est d'autant plus vrai que le changement de rapport à l'espace devient classifiant. A l'époque, les rois pouvaient habiter à côté de leurs domestiques, cela n'importait pas, puisqu'ils n'étaient pas du même sang. Désormais, dans une société qui valorise la mobilité, chacun va tenter de vivre dans les territoires qui offrent le meilleur cadre de vie. Idem pour les entreprises qui cherchent à s'implanter dans les territoires offrant la meilleure accessibilité, les meilleurs services, etc. Avec ce résultat : les inégalités territoriales sont d'autant plus fortes depuis qu'existe une décentralisation compétitive. Même s'il y existe des aides, chaque territoire doit désormais se développer à partir de ses ressources locales. L'idée du développement est aujourd'hui fondée sur l'attractivité, la compétition. Sauf que, selon le principe des vases communicants, si des territoires attirent, forcément d'autres se vident de leurs cadres supérieurs, de leurs étudiants, de leurs populations les plus fortunées.

Revenons aux agriculteurs. Jean-Jacques Laplante, cette crise du lien dont on parle souvent, va parfois et de plus en plus souvent jusqu'à la rupture... Un agriculteur se suicide

tous les deux jours en France. Vous travaillez depuis 30 ans auprès de cette population. Quelles sont les raisons de cette crise ?

Jean-Jacques Laplante. Un mot est revenu à plusieurs reprises au cours de la matinée, celui de la complexité. D'abord, rappelons que lorsque l'on parle de ruralité, cela concerne une part de plus en plus faible d'agriculteurs. La MSA, qui est l'organisme de protection sociale du monde agricole, couvre aujourd'hui 6% de la population française, un chiffre en diminution constante. Je ne serai donc pas en capacité de parler de la ruralité, mais davantage de l'agriculture.

Deuxième point, l'agriculture est devenue un monde complexe, recouvrant une grande diversité de métiers. Les céréaliers, les viticulteurs, les laitiers francs-comtois organisés en coopératives par rapport aux laitiers bretons... sont autant de filières professionnelles différentes aux revenus différents, aux histoires locales particulières, avec des appellations d'origine ou sans. Ceci veut dire avec des produits valorisés ou pas, des circuits de proximité ou non, des personnes qui sont en contact avec leur « clientèle » ou pas ... Tout cela donne du sens à l'activité professionnelle ou non. On a là des facteurs générateurs d'une perte d'estime de soi, des facteurs délétères potentiels ou au contraire de renforcement de l'identité et de la psyché. Donc, un monde de complexités de toutes natures. Ajoutez à cela une vie en couple ou seul, un endettement ou pas, et une charge de travail généralement de plus en plus importante en particulier au plan administratif ce qui n'est pas le métier choisi. Et c'est là, dans la densification, dans le contrôle, dans le « stress », que l'on retrouve le monde des villes.

Dans les entretiens que nous menons avec eux, les agriculteurs estiment, comme les salariés, que le travail s'est densifié ou qu'ils sont soumis à de plus en plus de stress. Mais quand on fouille un peu, certaines différences apparaissent. Les temps sociaux de l'agriculture diffèrent de ceux des « urbains ».

Pourquoi ? Parce que le travailleur agricole vit au rythme de la saisonnalité

des récoltes. L'éleveur, particulièrement exposé à la question du suicide, travaille 7/7 jours, alors qu'il vit dans une société où le loisir et les vacances sont importants. Du coup, émerge une contestation de l'identité particulière de ces personnes restées agriculteurs dans le monde rural, qui perdent pied face à ceux qui sont leurs voisins vivant des temps sociaux différents.

Comment ces deux mondes se rapprochent-ils ? Lorsque dans un couple, le mari ou l'épouse a une activité en dehors de l'agriculture, ce que j'appelle l'exogamie. Alors les temps sociaux sont bousculés, par exemple sur la question des vacances. Cette situation fournit une certaine sécurité au couple ou à la famille, en attirant « l'agricole » vers des temps de loisir plus importants. A mon avis, ces temps sont protecteurs de l'identité globale, psychique et physique, de l'individu. Ça bouge un peu de ce côté-là, surtout chez les jeunes paysans.

*Devenir joueur de foot
dans l'équipe du village*

Autre point sur lequel je veux insister, la stigmatisation, terme par ailleurs sur utilisé : l'idée que les agriculteurs seraient des pollueurs tourmente ces derniers, perturbe leur identité, voire les agresse. En fait, là encore, il nous faut être pédagogue. Dans notre société complexe, la peur de l'autre, de celui qui est différent, fait reculer les capacités à vivre ensemble. Les mêmes qui se plaignent de subir des propos stigmatisants développent parfois des comportements tout aussi stigmatisants à l'égard des gens des villes ou des fonctionnaires...

Donc, globalement, la question posée à notre société est plutôt la suivante: comment fait-on pour ajouter de la cohésion sociale, principal remède antistress ? Aller vers les autres afin de mieux être en relation les uns avec les autres ? Comment décroïsonner, faire en sorte que les agriculteurs qui sont seuls puissent nouer une vraie relation avec les autres ? Ce peut être tout simplement en étant joueur de foot de l'équipe du village ou encore conseiller municipal... Le tout est de permettre des rapports d'une autre

nature. Rompre l'isolement permet de voir les problèmes qui se posent à chacun des métiers de notre société.

Par ailleurs, je travaille sur les maisons de santé pluridisciplinaires et les petits hôpitaux (ex hôpitaux locaux) dans lesquels les médecins généralistes sont les principaux acteurs. Et toutes les questions qui se posent ici sur l'isolement sont posées par ces généralistes et par les maires. Ils alertent : Attention ! Si on n'a plus d'offre de santé, si on ne reste pas présent sur ces territoires, tout le sens du vivre ensemble avec des gens de toutes natures, de toutes professions va perdre pied. » Avec le risque de « détricoter » le tissu rural et des répercussions délétères sur le plan sociétal.

Enfin vous dites, contrairement à l'idée reçue, que le suicide des agriculteurs n'est pas tant dû à la crise économique qu'à une question de dignité et d'inscription dans des relations sociales.

Je ne veux pas nier la crise économique, puisqu'en France, 30 à 40% des agriculteurs, au regard des indicateurs, sont pauvres. La question économique mérite d'être reposée puisque ne pas vivre de son travail, quand celui-ci occupe 60 à 70 heures par semaine, peut atteindre l'intégrité physique et psychique de la personne. Mais je ne considère pas que la partie économique soit la plus essentielle. Par exemple, prenez la question des valeurs transmises par le père. Ce dernier reste le patron virtuel, toujours présent derrière l'agriculteur et lui disant en substance: « Il faut que tu fasses mieux que je n'ai fait, que tu transmettes un outil de travail meilleur que le mien ». Cela pèse sur les épaules du repreneur toute la vie durant. C'est une question qui revient lorsque l'on interviewe les familles qui fatiguent, qui s'épuisent avec ou sans suicide.

Pour revenir à ma première question, y-a-t-il des lieux plus stigmatisants que d'autres ? On voit depuis ce matin que la dichotomie rural/urbain n'est pas si simple. Vous avez expliqué, Yannick, que cet esprit du capitalisme provoque

un télescopage des valeurs. On a pourtant le sentiment que dans le rural, tout est exacerbé.

Yannick Sencébé. J'imagine que dans certaines banlieues « très chaudes », les choses sont également exacerbées. Je vais donc parler avec beaucoup de relativisme. Peut-être que la spécificité du milieu rural, c'est la faible densité qui fait que les choses sont très visibles. Un groupe de jeunes y devient une bande ! Il n'y a pas l'effet protecteur de l'anonymat des villes même si, aujourd'hui en milieu rural, on ne connaît plus forcément son voisin. Disons que l'on a affaire à une société d'inconnus familiers (« le voisin n'est pas rentré »).

Ce qui exacerbe les difficultés et les tensions en milieu rural tient d'une part au fait que la place des agriculteurs bascule : ils deviennent minoritaires dans la population tout en restant majoritaires dans l'espace. Cette récente révolution dans leur histoire est source de tension.

D'autre part, par rapport à d'autres catégories d'espaces, le rural reste le milieu des classes populaires qui concentre, beaucoup plus qu'ailleurs, les ouvriers et les employés. Or, ces catégories sont touchées de plein fouet par la crise économique mais aussi, comme l'a dit Jean-Jacques, par des formes de néo-management, de rapport au travail, de dévalorisation très fortes. Alors que, dans le même temps, la renaissance des campagnes voit arriver des cadres supérieurs, des individus qui, eux, ont fait le choix de vivre ici. C'est cela qui est très difficile.

Violence symbolique

J'ai en tête des villages où il y a une espèce d'inversion des référentiels et des images entre les agriculteurs qui se replient et investissent peu la vie communale, et des néo-ruraux qui se sont très bien insérés, qui ont pris les rênes de la commune, qui essaient de faire revivre, de mettre en scène une certaine sociabilité villageoise... Ils ont fait appel à moi pour rencontrer ces agriculteurs et comprendre pourquoi et comment ils se mettent à l'écart, alors qu'ils sont les piliers

de la ruralité. A travers mes enquêtes, j'ai découvert que j'avais affaire non pas à des agriculteurs mais à des éleveurs, qui étaient en système d'intégration d'élevage industriel. Devenus pratiquement des opérateurs agricoles contraints, ils projetaient davantage eux-mêmes et leurs enfants dans la ville voisine, parce que leur espace villageois les ramenait à leur déclassement social et local. Ils n'avaient pas été en mesure de quitter cet espace, car ils avaient hérité, ils avaient dû tenir la ferme... La transformation de leur activité ne leur avait pas permis non plus de rester gestionnaires de cet espace, ni de « réussir » une certaine ascension sociale. Aujourd'hui, le milieu rural connaît cette forme de violence symbolique d'autant plus fortement que cohabitent, dans la proximité, des trajectoires sociales inversées et renvoyant à des situations très difficiles à vivre. Sans oublier les situations de précarité...

Finalement, on a l'impression que, potentiellement, le milieu rural peut nous raconter une histoire sur la « figure » de l'étranger. Avec ce sentiment que la figure de l'étranger se généralise et pose certaines questions : qui est l'étranger ? Comment l'accepte-t-on ?

Cela pose donc la question d'un projet concernant le vivre ensemble... On voit bien que pour réussir à reticoter du lien, il ne suffira pas de construire des routes ou des médiathèques. Selon vous, sur quels leviers peut-on jouer au plan local et national ?

Jean-Jacques Laplante. C'est la question des coopérations, de l'entraide, des solidarités, du mutualisme... Le nom a changé selon les époques et selon ce dont on parle.

Je crois vraiment, pour donner un exemple un peu brutalement, que lorsqu'une lutte syndicale obtient une majoration du prix du lait, cela fait un bien fou à la population des agriculteurs-éleveurs laitiers.

Au cours d'un groupe de parole, lorsqu'on arrive à faire exprimer l'homophobie subie par l'une des personnes du groupe, on lève des barrières considérables. Or l'homosexualité existe évidemment, y compris dans le monde agricole, tout

comme la toxicomanie. Et lorsque, petit à petit, ces sujets sensibles progressent en terme d'acceptabilité, cela favorise le « vivre ensemble ». Tout comme cela a du sens de jouer au tarot ou au football ensemble. Ou encore, pour un médecin généraliste avec des collègues, de s'inscrire dans un projet de santé au service d'une population villageoise, en bâtissant les conditions d'une prise en charge 24h/24 de la santé d'une communauté qui se trouve à 25 km du premier centre hospitalier.

Le vivre-ensemble n'est pas l'entre-soi

Tous les moments de vie, de convivialité, de fête, de culture, comme on le voit à Marciac, permettent de réinitialiser ou de renforcer un tissu social solidaire. Sans doute le gendarme, l'instituteur et l'agriculteur ont-ils une place particulière dans ce tissu, mais c'est bien la question de l'échange, du respect mutuel, du regard porté sur l'autre qui nous est souvent posée dans les témoignages de souffrance et de conflits.

Enfin, vous avez rappelé que la société agricole se suicide beaucoup, mais le suicide est un vrai problème en termes de santé publique pour l'ensemble de la société française puisque, de ce point de vue-là, nos indicateurs sont mauvais.

Je pense donc que tout ce qui est de l'ordre de la médiation, de la cohésion sociale, de la vie avec les autres, participe positivement à l'avenir de l'homme. En ce sens, le suicide est une question douloureuse et riche en enseignement. Cette mort violente et insupportable pour ceux qui restent vient en miroir nous interroger sur notre qualité de vie, sur les moyens à mettre en œuvre pour se préserver d'un tel drame...

Yannick Sencébé. J'aurais du mal à dire que pour améliorer le vivre ensemble en milieu rural, il faut traiter le milieu rural. Véritablement, cela convoque des questions très larges de partage du travail. Je pense que, dans une société où les trajectoires sociales se reproduisent et sont bloquées, le côtoiement devient difficile et l'entre-soi, le repli identitaire se développe.

Comprenez, le vivre ensemble, ce n'est pas l'entre-soi dans des réseaux, dans un espace de flux choisis ; c'est aussi l'espace des lieux de proximité et le fait d'accepter le voisin qui est différent de soi. Or, actuellement c'est l'entre-soi géographique qui se met en place. On le voit : résidences fermées, milieux ruraux dédiés aux agriculteurs, communes-dortoirs pour les ménages actifs avec deux enfants en périurbain, etc. Donc le vivre ensemble n'est pas le vivre ensemble entre nous, identiques. Pour moi, faire société, c'est accepter la différence. Et tant qu'on ne résout pas les problèmes macroéconomiques qui ont trait aux valeurs du capitalisme, on n'y arrivera pas.

Le projet de vivre ensemble a donc l'air bien compromis...

Yannick Sencébé. Cela ne veut pas dire que l'on ne peut rien faire localement. J'ai en tête des exemples de communes, à un tout petit échelon donc. Ainsi, dans la Drôme, l'une d'elles a refusé de se laisser embourgeoiser et de se transformer en commune-dortoir, alors que le scénario tendanciel était celui-là. Il aurait été facile et plutôt valorisant de continuer ainsi. Mais Madame le maire et un collectif d'habitants ont dit : nous voulons pouvoir continuer à loger nos jeunes qui ne sont pas très aisés ; nous voulons rester une commune avec des agriculteurs, où l'on travaille et on l'on vit. Ils ont travaillé sur un PLU³ participatif.

A mon avis, il y a aujourd'hui un enjeu d'expertise citoyenne. Il faut que nous travaillions sur un service public de l'ingénierie car, depuis la décentralisation, les communes, qui n'ont pas d'experts ou de services pour mettre en place leur PLU, font appel à des bureaux d'études très chers qui proposent des plans standards. Ce n'est pas rien, sachant qu'un PLU structure un territoire. Cette commune, elle, a décidé de mener un projet original, en faisant appel au collectif *Le bruit du frigo*⁴, qui mêle des architectes, des artistes, etc. Ce collectif a réalisé tout un

³ Plan local d'urbanisme

⁴ <http://www.bruitdufrigo.com/>

travail, sous contrôle des habitants, pour recréer du lien social entre les gens du village et mettre en place un PLU participatif.

Et puis, il faut une contre-expertise citoyenne. D'ailleurs, on voit poindre un mouvement en ce sens. Cela a été évoqué ce matin à propos des grands projets dits inutiles. Un peu partout en France, des collectifs d'habitants disent stop, ça ne va pas, on se réapproprie l'expertise. C'est un enjeu démocratique permettant de dire dans quel territoire nous voulons vivre, que ce soit en ville ou à la campagne.

Enfin, un dernier mot sur un phénomène assez révélateur. Il s'agit d'un mouvement européen d'une jeune génération qui s'appelle *Reclaim the fields*⁵ (Réclamons les terres). Quarante ans après mai 68, c'est un retour à la terre façon 2010 de jeunes qui mènent une réflexion sur ce que veut dire être paysan aujourd'hui, vivre en autonomie sans être en autarcie.

On le voit, régulièrement dans l'histoire, le milieu rural incarne l'archaïsme puis, à une autre période, le laboratoire de tous les possibles. C'est ce qui fait aussi sa richesse.

5

http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/05/10/reclaim-the-fields-sans-terre-et-sans-label_3174638_3244.html